La Bretagne se découvre vulnérable à la canicule

L'impréparation de la région se révèle dans le bâti, dans le modèle agro-industriel et dans les ressources en eau

REPORTAGE

RENNES, SAINT-MADEN (CÔTES-D'ARMOR) - *correspondant et envoyée spéciale*

Les rues de Rennes sont désertes ou presque, lundi 22 juin après-midi. Un sirocco brûle la capitale bretonne. La ville suffoque. A 17 heures, le record historique de chaleur tombe : 40,6 °C. Le lendemain, un pic à 41,5 °C est observé. Du jamais-vu. Dans les couloirs de l'hôtel de ville, Nathalie Appéré, maire (Parti socialiste, PS) et présidente de Rennes Métropole, enchaîne les réunions de crise. C'est déjà la deuxième fois de l'année que la ville est placée en alerte rouge à la canicule. L'élue ne le sait pas encore, mais un troisième épisode caniculaire va survenir en juillet. La chaleur provoque des dysfonctionnements en cascade, jusqu'à mettre à l'arrêt des pans entiers du territoire.

Dans cette région longtemps moquée pour son climat pluvieux, on apprend à gérer les coups de chaud. A Rennes, les décisions tombent. La braderie qui devait avoir lieu le 24 juin est repoussée. Créée à la suite des inondations de 2025, la réserve citoyenne est appelée. Plusieurs dizaines de volontaires sont mobilisés pour contacter les personnes vulnérables inscrites sur le registre communal. L'accueil des enfants dans les écoles et les crèches, devenues pour certaines irrespirables, inquiète. Et puis il y a l'hôpital. On rapporte déjà une hausse de 30 % de l'activité aux urgences. *« La Bretagne n'est pas un eldorado climatique. Elle subit le train lancé à toute vitesse de la tropicalisation de notre climat »*, constate Nathalie Appéré. Depuis quelques années, l'édile défend le besoin d'adapter le territoire au dérèglement en cours.

Intervenir en urgence

La prise de conscience de cette nécessité progresse pourtant lentement dans l'opinion publique. Pour s'en rendre compte, il suffit de s'aventurer sur les quais de la capitale bretonne en cette fin de juin étouffante. Des badauds commentent le chantier de déconstruction du parking historique qui recouvrait le fleuve traversant le centre-ville. Plutôt que de saluer ce nouvel îlot de fraîcheur, certains regrettent encore la perte de 249 places de stationnement. La maire de Rennes martèle : *« On doit accélérer l'adaptation. Nos espaces publics, nos bâtiments, les logements ont traditionnellement été pensés pour capter le moindre rayon de soleil. C'est notre réalité culturelle. Ici, on part de plus loin. »*

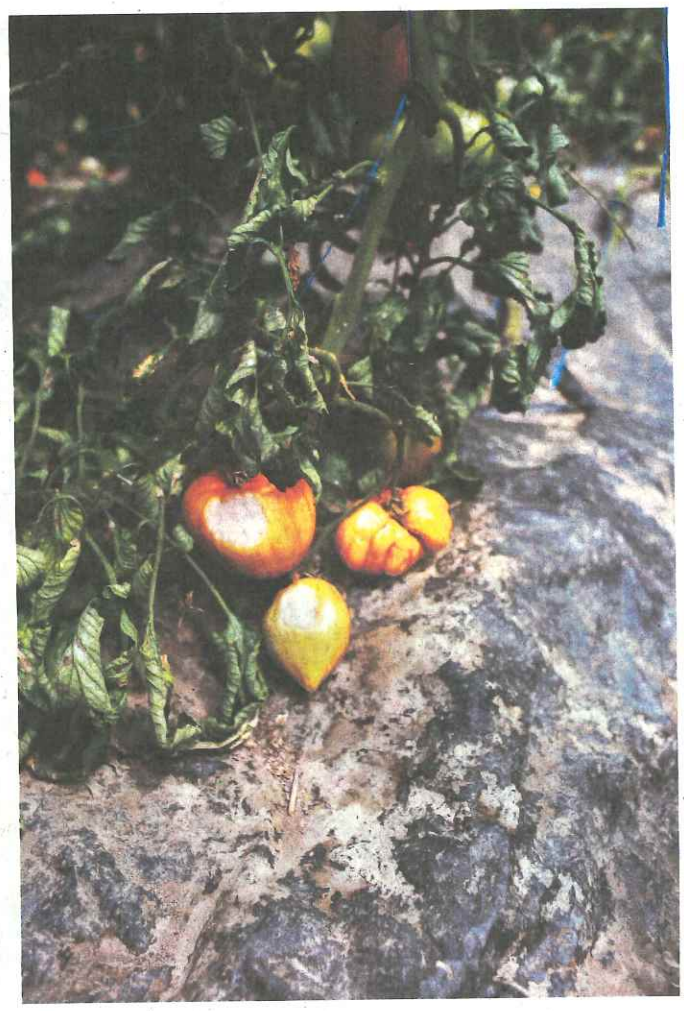
« La Bretagne est mal préparée à ces nouveaux aléas climatiques », reconnaît Xavier Champs, président de la fédération régionale du bâtiment de Bretagne. Dans l'Ouest, le bâti a été envisagé pour résister aux hivers. Peu à l'été.

Avec ces vagues de chaleur à répétition, des débats émergent sur la bonne exposition des constructions, la végétalisation des espaces, les matériaux utilisés… Symbole de la région, l'ardoise noire chauffant rapidement au soleil est-elle en sursis ? A la tête d'une entreprise de menuiserie d'une trentaine de salariés à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), Xavier Champs tempère : *« Il ne faut pas surréagir dans l'émotion. On doit adapter nos constructions à la chaleur, mais elles doivent continuer de répondre aux autres phénomènes de plus en plus extrêmes. Ce travail prend du temps. »*

« C'est au politique d'engager le changement et de mettre les acteurs autour de la table pour susciter la transition », insiste Isabelle Assih, maire (PS) de Quimper. Il faut dire que la préfecture finistérienne a été percutée par la canicule comme aucun autre territoire. Alors que la température a atteint un historique 39 °C pour un mois de juin, un poste électrique de RTE, gestionnaire du réseau de transport d'électricité, a explosé, le 23 juin, à l'origine de la plus importante coupure de courant du pays. Quelque 119 000 foyers ont été touchés dans le sud du département, ainsi que de nombreuses usines et installations publiques. Les pompes de relevage du réseau d'assainissement ont cessé de guider les eaux usées jusqu'aux stations d'épuration. Elles ont alors souillé le littoral, provoquant des pollutions et imposant la fermeture de nombreuses plages.

Si RTE continue d'analyser la panne pour jauger l'ampleur des fragilités de son réseau, Enedis a déjà identifié les siennes. Enterré sous un bitume brûlant, un câble souterrain datant des années 1970 a fondu dans le centre de Rennes, fin juin, entraînant une coupure d'électricité dans 10 000 habitations. Directeur régional d'Enedis, Pascal Pouzac se veut rassurant : *« Sur les 110 000 kilomètres de réseau en Bretagne, 600 sont particulièrement vulnérables aux fortes chaleurs. On n'a pas attendu ces avaries pour agir. Notre programme annuel de 300 millions d'euros de travaux contient le renouvellement de 30 kilomètres de ces vieux câbles. »*







De gauche à droite et de haut en bas : à Rennes, le 26 mai ; dans une exploitation maraîchère, à La Gouesnière (Ille-et-Vilaine), le 29 mai ; dans un parc rennais, le 22 juin. LOUISE QUIGNON/DIVERGENCE ET JÉRÉMIE LUSSEAU/HANS LUCAS POUR « LE MONDE »

La Bretagne a concentré les deux tiers des pertes d'animaux d'élevage du pays

Un autre décompte occupe les quatre préfectures bretonnes lors des épisodes de chaleur extrême : celui du nombre d'animaux morts dans les élevages de la région. Selon le député (Les Républicains) des Côtes-d'Armor Corentin Le Fur, la seule filière avicole en a recensé plus de 6 600 tonnes lors de l'épisode caniculaire de la seconde quinzaine de juin. Devant le Sénat, le 7 juillet, la ministre de l'agriculture, Annie Genevard, a confirmé que la Bretagne avait concentré les deux tiers des pertes du pays. Une situation préoccupante pour l'agro-industrie, qui s'impose comme le pilier économique du territoire. En Bretagne, on élève, abat et transforme plus de la moitié des cochons français et un tiers des volailles.

Eleveur de poulets et de pintades à Saint-Maden (Côtes-d'Armor), Sylvain Coulombel a perdu 2 000 bêtes. Dans ses bâtiments en tôle peu ventilés qui abritent 20 000 animaux, la température est montée jusqu'à 39 °C. *« Il n'y a pas de brumisateur pour le moment, mais il va falloir y songer… »*, souffle-t-il. L'agriculteur a dû enterrer les cadavres lui-même.

Les centres d'équarrissage de la région étaient débordés. *« D'habitude, l'intensité et la durée de ces épisodes caniculaires sont moindres en Bretagne. Les agriculteurs vont devoir s'équiper, en mettant en place, par exemple, des systèmes de climatisation, comme en Espagne »*, commente Yann Nédélec, directeur général de l'Association nationale interprofessionnelle de la volaille de chair. Les agriculteurs ont été contraints de moissonner plus tôt, et doivent composer avec des restrictions d'eau toujours en vigueur.

En Bretagne, la ressource est peu abondante. Les trois quarts des stocks qui irriguent la péninsule proviennent d'eaux de surface. Sans pluies fréquentes, les niveaux diminuent rapidement. Maire (sans étiquette) de Neulliac (Morbihan) et vice-président chargé de l'eau potable à Pontivy Communauté, Jean-Pierre Le Ponner a été surpris : *« Nous n'avions pas de scénario de crise à plus de 40 °C. D'habitude, nous sommes toujours épargnés. »*

Au plus fort de la canicule de juin, les élus du territoire ont dû intervenir en urgence. Pour maintenir l'alimentation en eau de l'hôpital de Pontivy (Morbihan), ils ont stoppé l'approvisionnement de plusieurs usines, dont celle d'Altho (450 salariés, 338 millions de chiffre d'affaires en 2025 pour l'ensemble d'Altho Brets), connue pour ses chips de la marque Brets. Résultat : trois jours de chômage technique et des centaines de tonnes de pommes de terre de perte. *« A l'avenir, il faudra questionner davantage les futurs acteurs économiques sur leurs besoins »*, réfléchit M. Le Ponner.

« Nous devons questionner notre modèle touristique »

LOÏG CHESNAIS-GIRARD
président (divers gauche) de la région Bretagne

Depuis, Altho, fleuron de l'agro-industrie bretonne, a annoncé, début juillet, un plan de 3,5 millions d'euros pour réutiliser une partie de ses eaux usées afin de réduire sa consommation de 30 %. L'Association bretonne des entreprises agroalimentaires (ABEA), principal lobby du secteur, vante les efforts des industriels et devance ainsi les critiques sur la soutenabilité du modèle agroalimentaire intensif. L'ABEA en profite pour faire pression sur les décideurs. De nouvelles restrictions en cas de canicule décourageraient de futures implantations d'entreprises. Plus que jamais, la bataille de l'eau est déclarée.

Une autre industrie majeure en Bretagne s'en inquiète : le tourisme. Ses promoteurs redoutent une saison comme celle de 2022. Cet été-là, des camions-citernes avaient alimenté en eau plusieurs communes exsangues. Sur l'île de Groix (Morbihan), où la population est multipliée par dix en été, une unité de désalinisation avait été installée en 2022 pour satisfaire les besoins des habitants, des résidents secondaires et des touristes. Loïg Chesnais-Girard, président (divers gauche) de la région Bretagne, avertit : *« Nous avons besoin de garder de l'eau en priorité pour nos habitants, nos services publics et nos entreprises historiques. Nous devons questionner notre modèle touristique. La Bretagne ne peut pas être la Côte d'Azur. »*

Question du financement

Maire (divers droite) de la très touristique ville de Saint-Malo, Gilles Lurton élude : *« Les réserves en eau sont, certes, très basses, mais jusqu'ici on a toujours su faire face. »* Selon l'élu, l'épisode caniculaire de juin s'est *« plutôt bien passé »* dans sa ville. Comme dans d'autres stations balnéaires, deux personnes se sont pourtant noyées dans les eaux des plages de la cité corsaire bondées en juin. De quoi s'interroger sur le dispositif de surveillance des plages, qui ne démarre qu'en juillet. Gilles Lurton hésite : *« Nous pourrions étendre le dispositif, qui nous revient à 427 000 euros annuels, mais cela se ferait au détriment d'autre chose… »*

Dans le discours des politiques, le financement de l'adaptation au dérèglement climatique revient en boucle. Les élus se plaignent particulièrement des baisses de dotation de l'Etat, à l'image du fonds vert, raboté quelques jours avant le début de la canicule.

« En Bretagne, nous pratiquons une politique de la rustine… Il faudrait pourtant se préparer à des situations de grande vulnérabilité », s'alarme Vincent Dubreuil, professeur de géographie à l'université Rennes-II et coprésident du Haut Conseil breton pour le climat. Ce groupe d'experts missionné par la région analyse les stratégies et les politiques menées sur le territoire pour faire face au changement climatique. Depuis 2022, M. Dubreuil explique avoir proposé à plusieurs reprises la mise en place de *« crash-tests »* pour cibler les points faibles des collectivités. Sans retour pour l'heure. ■

MANON BOQUEN ET BENJAMIN KELTZ